



RELATIONS UE-REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



RELATIONS POLITIQUES

L'Union européenne est l'un des principaux partenaires internationaux de la République Centrafricaine.

Elle soutient la stabilisation et l'appui au processus pour une sortie durable de la crise, dans le cadre de la mise en œuvre de [l'Accord politique de paix et réconciliation en République Centrafricaine](#).

Elle contribue à la consolidation de la démocratie à travers le renforcement du processus démocratique et à la stabilité des institutions légitimes, par un soutien au leadership et à l'appropriation nationale, au dialogue interinstitutionnel et au renforcement du rôle de la société civile.

L'Union européenne soutient le partenariat trilatéral [Union Européenne – Nations Unis-Union Africaine](#) et contribue à un développement durable et inclusif à travers l'appui à la stratégie de relèvement, à la relance économique et au renforcement du contrat social entre le Gouvernement et les populations dans le cadre d'une mise en œuvre effective du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA).



L'Union européenne promeut le respect des droits de l'homme, la justice et la lutte contre l'impunité et une participation plus inclusive des femmes, des jeunes et des minorités. Elle défend les intérêts et les valeurs européennes à travers une action renforcée de diplomatie publique et de sensibilisation des groupes cibles (jeunes et femmes), visant à communiquer davantage sur le partenariat multidimensionnel Union européenne - République Centrafricaine.

Elle promeut la bonne gouvernance, à travers l'appui à l'agenda des réformes et le renforcement des capacités institutionnelles de l'Etat visant une amélioration des politiques publiques et un déploiement effectif de l'autorité et de l'administration de l'Etat sur toute l'étendue du territoire.

L'Union européenne est un partenaire historique de la République Centrafricaine dont la présence active a été maintenue même au plus fort de la crise qui a débuté en 2013.

Conformément aux Accords de Cotonou, la relation politique entre l'Union européenne et la République Centrafricaine est marquée par un dialogue régulier, portant sur des priorités communes notamment la sécurité, la gouvernance, les droits de l'Homme et la coopération régionale.

PAIX ET SECURITE



L'Union européenne est engagée pour contribuer au renouveau de l'armée centrafricaine à travers la mission [EUTM RCA](#), à travers des actions de conseil stratégique, de formation et d'entraînement opérationnel. Depuis juillet 2016, la mission EUTM RCA a ainsi formé plus de 4000 éléments des forces armées centrafricaines. La mission a été prolongée jusqu'en septembre 2020.

L'Union européenne est fortement impliquée dans le processus de paix qui a conduit à la signature d'un accord de paix à Bangui le 6 février 2019 entre le gouvernement et 14 groupes armés. L'Union européenne reste aux côtés du gouvernement pour mettre en œuvre l'accord de manière efficace et durable, pour le bien-être de la population centrafricaine.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT



Dans un environnement difficile, la pauvreté est généralisée et la radicalisation du conflit affecte toutes les couches de la population. L'Union européenne, présente dans le pays depuis plusieurs décennies, reste l'un des partenaires de développement les plus importants. Elle continue de soutenir des secteurs cruciaux tels que la justice, la sécurité, le développement rural, les secteurs sociaux de base et le redéploiement de l'administration. Conformément à son approche globale, l'Union Européenne mobilise tous ses instruments pour faire face aux défis de gouvernance, économiques, sociaux, humanitaires et de sécurité, contribuant ainsi au succès du processus de transition démocratique en République Centrafricaine.

Le 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), signé en juin 2017, prévoit trois secteurs pour un montant total de **382 millions d'euros** : **(1)** Gouvernance économique et services sociaux (notamment l'éducation); **(2)** Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance démocratique et **(3)** Résilience rurale et création d'emploi. Un avenant pour augmenter de **60 millions d'euros** l'enveloppe du FED est dans le circuit d'approbation.

La réponse de l'Union européenne repose également sur le [fonds fiduciaire Bêkou](#), créé afin de financer une approche NEXUS (lien entre humanitaire, réhabilitation et développement). Les contributions au fonds dépassent déjà les **250 millions d'euros**. D'autres interventions ont permis de couvrir d'autres secteurs clés, comme la réforme du secteur de la sécurité, financées via [Instrument contribuant à la Stabilité et la Paix](#) (IcSP) ou la mission [EUTM RCA](#).

AIDE HUMANITAIRE



L'UE compte parmi les donateurs les plus importants en aide humanitaire, avec un budget (2019) de **8.8 millions d'euros**. Entre autres, la Commission européenne finance l'assistance alimentaire, le soutien à l'agriculture et aux moyens d'existence, nutrition, santé, éducation, eau, hygiène et assainissement, abris et protection.